

VARIATIONS GUESDISTES...

3ème partie: IMPUISSANCE DE TOUTES LES MÉTHODES PACIFIQUES.

Le titre de ce chapitre est emprunté au sous-Guesde, Gabriel Deville, qui, dans un *Aperçu sur le socialisme scientifique*, collé en tête d'un bouquin où il a résumé *Le Capital* de Karl Marx, s'exprime ainsi:

«L'argument cher à nos réformistes platoniques, c'est qu'il faut avant tout modifier les idées et les sentiments de la nation. Instruire le peuple, clament-ils, toute la question sociale est là, c'est dans les esprits que doit se faire la révolution.

L'instruction est incapable d'atténuer en quoi que ce soit l'exploitation de la classe laborieuse. Pour si grands que fussent les progrès de son éducation, la majorité non possédante contrainte pour vivre à vendre sa puissance musculaire ou cérébrale, ne cesserait pas d'être sous la dépendance de la minorité possédante. L'universalisation de l'instruction sans l'universalisation de la propriété, ne changerait rien à la situation matérielle présente du salarié, les moyens de travail ne pouvant lui manquer dans une proportion moindre parce que, toujours dépossédé, il serait plus instruit.

Si nous sommes forcés de constater qu'elle ne saurait amener la plus légère amélioration dans le sort du prolétariat, nous sommes loin de faire fi de l'instruction. Nous reconnaissons d'autant plus son utilité que, répandue dans la masse, elle aura une heureuse action au point de vue révolutionnaire. Plus la masse sera instruite, plus elle prendra vite conscience de sa position d'exploitée, et moins elle sera disposée à souffrir en silence ; tout salarié instruit sera bien près d'être un révolté. Mais, si l'éducation de la classe ouvrière peut la pousser à employer la force pour hâter la solution nécessaire, elle est incapable de suppléer à cet emploi».

Voilà qui est net. Donc, d'après Gabriel Deville: *la FORCE!* y a que ça. Écoutons-le maintenant croquer le suffrage universel:

«Au point de vue politique, la bourgeoisie ressasse aux ouvriers que s'ils désirent des réformes, ils sont souverains, ils ont le suffrage universel opérant dans les conditions qu'il lui a plu d'indiquer, au moment choisi par elle. Ils seraient vraiment bien difficiles de ne pas se contenter de cette arme de papier, avec laquelle ils ne peuvent rien contre ceux qu'ils ont à combattre...

... La souveraineté sans la propriété n'est pas seulement inutile, elle est le plus perfide des pièges...

... Le suffrage universel voile, au bénéfice de la bourgeoisie, la véritable lutte à entreprendre. On amuse le peuple avec les fadaïses politiciennes, on s'efforce de l'intéresser à la modification de tel ou tel rouage de la machine gouvernementale; qu'importe en réalité, une modification,, si le but de la machine est toujours le même, et il sera le même tant qu'il y aura des privilèges économiques à protéger; qu'importe à ceux qu'elle doit toujours broyer, un changement de forme dans le mode d'écrasement?

Prétendre obtenir par le suffrage universel une réforme sociale, prétendre arriver par cet expédient à la destruction de la tyrannie de l'atelier, de la pire des monarchies, de la monarchie patronale; c'est singulièrement s'abuser sur le pouvoir de ce suffrage. Les faits sont là: qu'on examine les deux pays où le suffrage universel fonctionne depuis longtemps, favorisé dans son exercice par une plénitude de liberté dont nous ne jouissons pas en France.

Lorsque la Suisse a voulu échapper à l'invasion cléricale; lorsque les Etats-Unis ont voulu supprimer l'esclavage: ces deux réformes, dans ces pays de droit électoral, n'ont pu sortir que de l'emploi de la force; la guerre du Sonderbund et la guerre de sécession sont là pour le prouver».

La FORCE, brutale, violente... est donc pour Deville l'unique accoucheuse du progrès; citons-le encore:

«Pour modifier l'homme et ses institutions, il faut commencer par modifier le milieu économique dont ils sont le produit. Bien que conforme aux conditions économiques du moment, une transformation sociale telle que l'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis et l'abolition du salariat actuellement chez nous, ne s'opère pas sans perturbation violente. L'ordre de choses ancien, matrice de l'organisme supérieur appelé à le remplacer, ne subit pas sans résister l'éclosion des éléments nouveaux qu'il a engendrés: tout enfantement est accompagné d'effusion de sang...

Qu'on le déplore ou non, la force est le seul moyen de procéder à la rénovation économique de la Société. Quoique les intérêts que représente le parti ouvrier soient ceux de la majorité, il n'est encore que la minorité consciente du prolétariat, et néanmoins il fait appel à la force; quel aveuglement, s'écrie-t-on! En le critiquant sur ce point, on oublie que la plupart des révolutions sont l'œuvre de minorités dont la volonté tenace et courageuse a été secondée par l'apathie de majorités moins énergiques. Serions-nous en République, si on avait attendu avant de l'établir, l'adhésion de la majorité du pays à l'idée républicaine?

Le nombre est une force, mais il n'est pas à lui seul la force; il peut en être simplement un des éléments, au même titre que le degré de développement, l'énergie, l'organisation, les armes dont on dispose.

Le nombre ne suffit pas, du reste, pour dispenser de l'emploi de la force. En 1789, le tiers-état était majorité dans la nation, il était majorité dans les états-généraux, malgré cette situation, sans le 14 Juillet il aurait échoué: «cette petite action de guerre», a déclaré le 29 juin 1880, à la tribune du Sénat, un historien bourgeois, M. Henri Martin, «sauva l'avenir de la France»...

Les révolutionnaires n'ont pas plus à choisir les armes qu'à décider du jour de la révolution. Ils n'auront à cet égard qu'à se préoccuper d'une chose, de l'efficacité de leurs armes, sans s'inquiéter de leur nature. Il leur faudra évidemment, afin de s'assurer les chances de victoire, n'être pas inférieurs à leurs adversaires et, par conséquent, utiliser toutes les ressources que la science met à la portée de ceux qui ont quelque chose à détruire. Sont mal venus à les blâmer ceux qui les forcent à monter à leur niveau, qui, dans notre siècle dit civilisé, président aux boucheries humaines l'ensanglantant périodiquement, et s'attachent à perfectionner les engins de destruction...».

Lisez attentivement les quelques dernières lignes soulignées: Gabriel Deville en dit long, ... en peu de mots! Heureusement pour lui que Puybaraud n'était pas encore inventé!

Arrêtons-nous ! aussi bien le caractère du Deville, ancien modèle, est assez défini. De ce Deville, autrefois pourfendeur de l'anarchisme, il ne reste rien, - moins que rien: un député!

Pour être élu dans le quatrième arrondissement de Paris, ce sous-Guesde n'a pas tourné autour du pot: il a carrément flanqué par dessus bord tout son passé révolutionnaire:

«Jadis, a-t-il déclaré (1), j'ai pu croire à l'efficacité de la violence, j'ai pu avoir confiance dans la force brutale. Mais comprenant que l'affranchissement du prolétariat devait être l'œuvre non d'une minorité en révolte, mais d'une majorité consciente, je reviens sur ces écrits qu'on veut me reprocher...».

Et voilà! c'est pas plus malin que ça; en quelques paroles on renie tout ce qu'on a pu dire ou faire de gênant pour les ambitions présentes... Et on se croit un honorable monsieur!

Inutile de nous étonner! Continuons à enregistrer les *Variations* de ces politiciens qui ont le culot de se baptiser «*socialistes scientifiques*».

On sait qu'aujourd'hui, la conquête des municipalités est devenue une des préoccupations essentielles des *Guesdistes* qui, de cette «*conquête*», attendent des résultats miraculeux.

Là encore, sans remonter bien haut, nous allons les prendre en flagrante contradiction. Ouvrons le programme du *Parti Ouvrier*, édition de 1890, publié par Guesde et Lafargue; à la page 19, nous lisons ce qui suit:

(1) Entre autres, dans une réunion tenue au gymnase Pascaud, le 27 mai 1896.

«Le Parti Ouvrier n'espère pas arriver à la solution du problème social par la conquête du pouvoir administratif dans la commune. Il ne croit pas, il n'a jamais cru que - même débarrassée de l'obstacle du pouvoir central - la voie communale puisse conduire à l'émancipation ouvrière, et que, à l'aide des majorités municipales socialistes, des réformes sociales soient possibles et des réalisations immédiates».

Émile POUGET
